



**Ville de  
DOURGES**



Dourges, le 17 juin 2016

Le Maire de DOURGES

à

Monsieur Emmanuel FAVREUILLE  
Directeur Général  
DELTA 3  
7 boulevard Louis XIV  
59000 LILLE

**OBJET :** Installations Classées Pour la Protection de l'Environnement  
construction d'un bâtiment logistique (surface des cellules 39 000 m2  
environ) situé sur la zone LB de la plateforme multimodale DELTA 3  
commune de DOURGES

Monsieur le Directeur,

J'accuse réception de votre demande d'autorisation au titre de la  
réglementation des Installations Classées Pour l'Environnement sur le site repris en  
objet.

J'émet un avis favorable, en annexe 1, sur votre proposition de remise en  
état du site après exploitation.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma meilleure  
considération.

Le Maire,



J-M. DUBOIS

## CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE DU BÂTIMENT 1 DE LA ZONE LB

En fin d'exploitation volontaire par la société SPL DELTA 3, le site sera :

- Soit cédé en l'état en vue d'une exploitation similaire par un nouvel exploitant ou d'une opération patrimoniale d'une société de gestion et d'un investisseur ;
- Soit vidé des produits, déchets et équipements présents sur le site en vue d'une vente des bâtiments pour une réaffectation dans le cadre d'une opération patrimoniale d'une société de gestion et d'un investisseur.

Dans le cadre de la cessation volontaire d'activités, SPL DELTA 3 respectera les articles R512-39-1 à R512-39-6 du Code de l'Environnement visant en particulier :

- A l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site, à la suppression des risques d'incendie et d'explosion. Il convient de noter que l'activité du projet ne met pas en jeu des quantités importantes de produits dangereux. Aussi, lors du démantèlement du site, il restera, sur la parcelle, le bâtiment (libre de marchandises et déchets) pour lequel seront maintenus les équipements contribuant à son exploitation, à savoir :
  - Le transformateur électrique ;
  - La chaufferie.
- En cas de besoin, à interdire ou limiter l'accès au site et à surveiller les effets de l'installation sur l'environnement : l'ensemble des locaux ainsi que les portails d'entrée seront maintenus fermés afin de limiter les risques de dégradations externes ;
- A prendre les mesures de maîtrise des risques liés aux sols, aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement pollués : on notera cependant que l'activité du site n'est pas de nature à engendrer des pollutions du sol, des eaux souterraines et superficielles.

Nous rappelons également que toute modification d'usage du site devra tenir compte des indices de pollution décelés dans le rapport BURGEAP Ras 753a du 19 octobre 2006.



AVIS FAVORABLE

le 17 juin 2016

K. Jaine

J.-M. Dubois